



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Ship Refits and Conversions / Radoubss et
modifications de navires and / et

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

6C2, Place du Portage

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet MDN R&R de Bateaux de service	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-195079/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client W8482-195079	Date 2020-04-29
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$MD-041-27627	
File No. - N° de dossier 041md.W8482-195079	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-08-27	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pourmand, Mastaneh	Buyer Id - Id de l'acheteur 041md
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-5487 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification n° 004 à la demande de soumissions

La modification n° 004 à la demande de soumissions vise à :

1. **Prolonger la date de clôture des soumissions**
2. **Fournir plus de éclaircissements avec égards pour les points abordés dans la modification 003**
3. **Répondre aux questions des soumissionnaires soulevées pendant et après la Conférence des soumissionnaires, et à la suite de celle-ci :**
 - **Modifier le document de demande de soumissions de clauses pour refléter les sujets abordés, dans les présentes, au besoin**
 - **Fournir les tableaux O-1 et O-2 en format modifiable, comme pièces jointes distinctes, qui sont révisées en raison des sujets abordés dans les présentes**

1. La date de clôture des soumissions est prolongée :

À page de Couverture – L'invitation prend fin

Supprimer : 2020-06-02

Insérer : 2020-08-27

2. Further clarification with respect to items discussed in Amendment 003

A. En ce qui concerne la Q&R # 13 : SPAC et le MDN ont discuté de cette question de façon plus approfondie. Compte tenu de la répartition des réparations prévues en fonction des divers emplacements au Canada et de la possibilité mineure de travaux à l'étranger, on a décidé qu'un service et un coût de gestion et de coordination ne sont pas justifiables ni nécessaires.

B. En ce qui concerne l'annexe C et la Q&R # 7 par rapport aux exigences en matière de sécurité :

Les exigences en matière de sécurité figurant actuellement dans la demande de propositions (DP) continuent de s'appliquer telles quelles, c'est-à-dire sans modification.

Les soumissionnaires doivent détenir l'attestation de sécurité requise avant l'attribution du contrat. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission une copie de leur :

- Certification et documentation sur le statut de sécurité; ou
 - Demande d'obtention du statut de sécurité requis – indiquant la date de demande, qui doit être au plus tard le vendredi 8 mai 2020; et les correspondances connexes relatives à progrès de leur application.
-

3. Questions des soumissionnaires et réponses du Canada:

Note: Remarque : Les Q&R # 1 à 4 et les Q&R # 5 à 14 figurent dans les modifications précédentes 002 et 003, respectivement.

Q # 15 : Nous avons constaté l'existence de retards dans les activités d'approvisionnement du gouvernement dans d'autres domaines. Nous aimerions savoir s'il y aura des retards ou si vous prévoyez des retards potentiels pour ce qui est de la clôture de la présente DP.

R # 15 : Veuillez vous reporter à la section 1 de la présente modification.

Q # 16 : Le surveillant de l'équité devrait-il être inclus dans nos échanges? Pouvez-vous nous donner son adresse courriel?

R # 16 : Surveillant de l'équité ne s'applique pas à cet approvisionnement.

Q # 17 : Dans le but d'assurer un processus concurrentiel ouvert et équitable, nous demandons d'offrir des données additionnelles sur le volume de travail, en particulier par région. Nous avons déterminé que la nature du présent appel d'offres est similaire à celle de l'appel d'offres W8482-129012/001/MD ayant donné lieu à l'attribution de 21 476 250 \$ sur environ sept ans. Le CANADA pourrait-il confirmer qu'un niveau d'effort similaire est prévu dans le cadre du présent appel d'offres? De plus, pourrait-il fournir une répartition en fonction des points de service indiqués dans la présente DP?

R # 17 : Même si la nature du présent appel d'offres est similaire à celle de l'invitation à soumissionner (IS) W8482-129012, le Canada ne peut pas confirmer que le même niveau d'effort est prévu. Toutefois, vous trouverez ci-après la meilleure estimation du volume de travail prévu en fonction des différentes régions. Veuillez noter qu'il s'agit uniquement d'une estimation qui pourrait faire l'objet de changements.

- a) lieux côtiers :
 - Colombie-Britannique – 77% (95% overhaul, 5% repair)
 - Nouvelle-Écosse – 15.5% (all repair work)
 - Nouveau-Brunswick – 0.5% (all repair work)
 - Terre-Neuve-et-Labrador – 0.5% (all repair work)
 - Île-du-Prince-Édouard – 0.5% (all repair work)
- b) Prairies – 1% (all repair work)
- c) Québec – 2% (all repair work)
- d) Ontario – 3% (all repair work)

Q # 18 : Quant à l'Annexe « K » de la partie 5 de la demande de soumissions à la page 103 de 130, le soumissionnaire est invité à indiquer qu'ils soient ou non une « coentreprise ». Canada pourrait-il confirmer si une offre d'un soumissionnaire qui ne fait pas partie d'une coentreprise, mais en collaboration avec ses sous-traitants, satisfait tous les critères obligatoires, serait considérée comme conforme par Le CANADA?

R # 18 : Cette question sera répondu dans la modification 005.

Q # 19 : Je me rappelle d'une discussion sur les exigences en matière de sécurité figurant dans la présente DP selon lesquelles les soumissionnaires retenus doivent s'inscrire au programme de sécurité géré par SPAC. Mes notes indiquent qu'il sera acceptable qu'un soumissionnaire fasse une demande auprès de SPAC et qu'il soit parrainé dans le cadre du programme, après l'attribution du contrat. Plus précisément, la preuve d'inscription n'était pas requise au moment de présenter la soumission. Pourriez-vous confirmer que cela est exact?.

R # 19 : Ce sujet a été abordé brièvement lors de la conférence des soumissionnaires. Toutefois, SPAC n'a pas pris d'engagement par rapport à une façon précise de procéder d'avance. On a indiqué aux soumissionnaires que la question de l'exigence en matière de sécurité ferait l'objet d'une discussion à l'interne et que le résultat de cette discussion serait publié dans la modification 004. Pour être plus précis, on n'a jamais mentionné que la preuve d'inscription ne serait pas requise au moment de présenter la soumission. Veuillez vous reporter à ce qui suit :

- la modification 003, annexe C (page 6/9) et Q&R # 7 sur les exigences en matière de sécurité
- la présente modification, section 2.B

Q # 20 : En ce qui concerne la clause 7.15 « Limitation de la responsabilité » de la DP:

A) Au paragraphe 1 : Quel type de dommages sont compris?

B) Au paragraphe 2 : Demander une responsabilité de 20 M\$ est de toute évidence au-delà des besoins compte tenu de la portée de travaux décrites. Est-ce qu'une police couvrant une responsabilité de 10 M\$ serait acceptable?

R # 20 :

A) Dans le but de préciser le type de dommages compris, paragraphe 1 de la clause 7,15 du document de la DP est modifié comme suit :

Supprimer :

« 1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses agents, ses représentants et leurs employés. »

Insérer :

« 1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses agents, ses représentants et leurs employés.

Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat. »

B) Non, 10 M\$ n'est pas acceptable. L'article 7.15 "Limitation de la responsabilité", paragraphe 2 demeure inchangé.

Q # 21 : Prévoyez-vous que la date de clôture de la DP soit prolongé au-delà de 2 juin?

R # 21 : Veuillez vous reporter à la section 1 de la présente modification.

Q # 22 : Dans la demande de propositions (DP), à l'annexe A, Énoncé des travaux, para 4,1, il est indiqué : « la catégorie 4 comprend Instruction sur place ou ailleurs à l'intention du personnel des FC/MDN (maintenance de 1^{re}/2^e ligne, fonctionnement des navires, diagnostic des pannes). » Le Canada peut-il confirmer quelle formation est envisagé et où et quand est-il requis?

R # 22 : La formation suivante peut être requise mais ne se limite pas à :

- a) Maintenance de 1^{ère} ligne - Maintenance annuelle de 200 heures pour les séries Volvo D4 / D6 ; dépannage moteur
- b) Formation au diagnostic / dépannage Vodia 5
- c) Retrait / remplacement de tubes gonflables, réparation de la déchirure / du patch, entretien et réparation des valves
- d) Fonctionnement / dépannage de Navigational Suite
- e) Bonnes pratiques / séquence d'événements avant / après le démarrage
- f) Système de refroidissement / dépannage de surchauffe / entretien d'échange de chaleur
- g) Pratiques d'exploitation sécuritaires des petits bateaux pour le bateau Coxn et Navigator
- h) Dépose / remplacement du turbo
- i) Tous les systèmes et sous-systèmes (pont / coque / fond de cale / console / électrique / moteur / propulsion / suite navale / mât de superstructure / fonctionnement et entretien incendie et sécurité dans la pléthore de bateaux du Section 2, Tableau 1 énumérés dans l'énoncé des travaux.

Les formations sont normalement effectuées sur la base des Forces canadiennes de la flotte navale écoles East / ouest ou à l'extérieur de la base à une tierce partie, emplacement et installation de réparation – sur la base de «comme et quand» requis par la MRC. Les formations ne sont pas effectuées sur une base régulière; et l'entrepreneur aura suffisamment de préavis environ de 30 jours pour se préparer.

Q # 23 : Au sujet de catégorie 1 et de catégorie 2 les réparations, tel que décrit dans la DP, l'annexe A Énoncé des travaux, section 4,1 et pour s'assurer à la préparation et au transport sont fait à l'avance, le Canada peut-il confirmer que l'avis préalable sera donné pour toutes les réparations de catégorie 1 et de catégorie 2?

R # 23 : Non, le Canada ne peut pas confirmer à l'avance pour toutes les réparations de catégorie 1 et 2; cependant, le soumissionnaire recevra un préavis pour : n° 1 à 11 et n° 17 du tableau 1 dans la section 2. « Portée » de l'énoncé des travaux.

Fin de la modification n° 004 de la demande de soumissions.

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.